



28 juin 2012

Contrat de Partenariat pour la réalisation du Contournement ferroviaire de Nîmes- Montpellier

Annexe 19 Activités annexes



Annexe 19. ACTIVITES ANNEXES

PREAMBULE

Le Titulaire est autorisé, après accord préalable exprès de RFF, à exploiter des activités annexes à l'objet du Contrat tel que défini à l'Article 2, pour autant que la mise en œuvre de telles activités ne porte pas préjudice à l'exécution par le Titulaire de ses obligations au titre du Contrat.

La présente Annexe précise leurs modalités de mise en œuvre et notamment les conditions dans lesquelles les revenus générés par ces activités sont partagés entre les Parties.

1. MODALITE DE MISE EN ŒUVRE

1.1 AUTORISATION DE RFF

Lorsqu'il envisage de mettre en œuvre une activité annexe non initialement prévue à la Date d'entrée en vigueur du Contrat, le Titulaire transmet à RFF un mémoire détaillant :

- la nature et les modalités concrètes envisagées de mise en œuvre et de réalisation (aspects techniques, organisationnels, calendrier etc.),
- les modalités proposées quant au préfinancement éventuel de cette activité,
- ses conséquences sur les obligations du Titulaire au titre du Contrat et, en tant que de besoin, les mesures prévues afin de ne pas porter atteinte à leur exécution, ainsi qu'en fin de Contrat,
- une proposition relative au partage des revenus générés par cette activité, ainsi que le montant prévisionnel en euros courants hors taxes des revenus à reverser à RFF, avec l'échéancier annuel de versement associé, exprimé en euros courants hors taxes sur la durée du Contrat.

Par ailleurs, le Titulaire détaille dans un échéancier annuel les montants correspondant à d'éventuels Coûts d'investissement, Coûts d'exploitation maintenance et Coûts de renouvellement.

A compter de la réception de ce mémoire par RFF, RFF dispose d'un délai de 2 (deux) mois pour approuver ou faire des observations sur celui-ci. Passé ce délai, le silence de RFF vaut refus. En tout état de cause, le Titulaire ne peut mettre en œuvre une activité annexe sans accord exprès de RFF.

Si nécessaire, l'accord préalable exprès de RFF peut donner mandat au Titulaire de conclure au nom et pour le compte de RFF des conventions d'occupation ou d'utilisation du domaine public ferroviaire.

1.2 PARTAGE DES REVENUS

L'accord préalable exprès visé ci-dessus reprend les modalités de mise en œuvre de ces activités arrêtées entre les Parties et détaille le mécanisme de partage entre les Parties des revenus annuels générés par l'activité considérée.

En tant que de besoin, le même accord précise si les revenus que peut tirer le Titulaire de telles activités ainsi que les charges afférentes sont pris en compte dans le calcul des sommes pouvant être dues par application de l'Article 42 et de l'Article 44 du Contrat, et le cas échéant selon quelles modalités.

La part revenant à RFF des flux générés par les activités annexes est due par le Titulaire à RFF le dernier jour du trimestre calendaire durant lequel les flux correspondant à l'exercice de ces activités ont été effectivement constatés par le Titulaire.

Ladite part revenant à RFF lui est payée selon les modalités suivantes :

- Conformément à l'Annexe 15 par l'envoi du rapport trimestriel d'avancement / d'activité du projet, le Titulaire transmet à RFF un compte-rendu relatif aux activités annexes sur le trimestre considéré. Le compte-rendu fait apparaître la part revenant à RFF sur le trimestre considéré.
- La facture est adressée par RFF au Titulaire au plus tard 45 (quarante-cinq) jours après le terme du trimestre considéré pour le montant figurant dans ledit compte-rendu, sans préjudice du droit de RFF de contester ledit montant en application des stipulations du Contrat.
- Le paiement de la facture par le Titulaire s'effectue le dernier jour du trimestre calendaire suivant le trimestre considéré. A compter de la Date de mise à disposition de la Ligne, le Titulaire accepte expressément que le paiement de ladite facture s'effectue par compensation sur le montant de toute échéance due du Loyer Maintenance.

1.3 FIN DE CONTRAT

Le Titulaire fait figurer dans les contrats qu'il conclut avec les bénéficiaires des activités annexes une clause mettant un terme aux engagements à la fin du Contrat, avec obligation de restitution en l'état initial, sauf accord permettant à RFF de reprendre lesdits contrats ou les installations correspondantes au terme du Contrat.

2. ACTIVITES ANNEXES POUVANT ETRE ETUDIEES A L'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT

Dès la Date d'entrée en vigueur du Contrat, le Titulaire peut fournir à RFF dans les conditions prévues à l'article 1.1 de la présente Annexe un mémoire pour chacune des activités annexes suivantes :

1. Installation d'opérateurs de réseau radioélectrique : le Titulaire peut commercialiser les travaux et l'occupation nécessaires à l'installation de sites radioélectriques d'opérateurs sur des emplacements du domaine public de RFF, situés sur ou à proximité des pylônes GSM-R qu'il construit ou en tranchée couverte, sous réserve de parfaite

compatibilité notamment avec la réalisation des installations GSM-R et l'exploitation ferroviaire. A cette fin, le Titulaire et l'opérateur signent un contrat d'installation dont l'objet est la réalisation des travaux additionnels nécessaires du fait de la mutualisation du pylône ou de la tranchée couverte et le Titulaire prépare au nom et pour le compte de RFF ou du titulaire du contrat de partenariat GSM-R, un contrat d'occupation du domaine public de RFF sur la base des éléments juridiques et financiers fournis par RFF ou le titulaire du contrat de partenariat GSM-R. Les gains issus des contrats d'installation sont conservés en totalité par le Titulaire. Le Titulaire ne bénéficie d'aucun produit issu des contrats d'occupation, ni d'aucun remboursement de frais associé à leur préparation ou à leur gestion.

2. Location des capacités de fibre optique, dans les conditions visées dans la Notice Télécommunications visée à l'Annexe 1.3 (portant obligation de déployer des câbles indépendants des câbles mis en place pour les besoins de l'exploitation ferroviaire) : les gains nets des locations sont partagés à 60% pour le Titulaire et à 40% pour RFF.